



Assemblée générale

Distr.: Limitée
3 octobre 2002

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Troisième session
Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

Colombie: amendements à l'article 5

Il est proposé de poursuivre les travaux relatifs à l'article 5 en se fondant sur le texte suivant¹:

*“Article 5
Politiques de prévention de la corruption*

1. Chaque État Partie élabore, applique ou maintient, d'une manière compatible avec les principes fondamentaux de son système juridique, des politiques efficaces et coordonnées de lutte contre la corruption. Ces politiques permettent [la participation de la société civile] [du public] et reflètent les principes de l'état de droit, [de la bonne gouvernance] [de la bonne gestion de la fonction publique] de l'intégrité, de la transparence et [de la responsabilité]².

2. Chaque État Partie s'efforce d'évaluer périodiquement les instruments juridiques et les pratiques publiques existants en vue de déterminer s'il existe un risque de corruption [et d'actes délictueux liés à la corruption]³.

¹ Le texte de cette proposition est une version révisée présentée, à la demande du Président, par la Colombie, qui a assuré la coordination d'un groupe de travail informel.

² Une délégation a proposé que la seconde phrase du paragraphe 1 soit déplacée et insérée dans le préambule du projet de convention.

³ Certaines délégations ont proposé de revoir ce libellé une fois que la définition de la corruption aura été examinée.



3. Chaque État Partie s'efforce d'élaborer et d'évaluer des projets et de mettre en place et de promouvoir des pratiques et politiques optimales pour prévenir la corruption [et les actes délictueux liés à la corruption].

4. Chaque État Partie communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le nom et l'adresse de l'autorité ou des autorités susceptibles d'aider les autres États Parties à mettre au point et à appliquer une politique de lutte contre la corruption, et notamment le nom et l'adresse des organes visés à l'article 5 *bis* de la présente Convention⁴.

5. Les États Parties collaborent, selon qu'il convient, entre eux et avec les organisations régionales et internationales compétentes en vue de promouvoir et mettre au point les mesures visées dans le présent article. À ce titre, ils participent à des projets internationaux visant à prévenir la corruption [et les actes délictueux liés à la corruption].”

⁴ Plusieurs délégations ont estimé que le paragraphe 4 devrait être transféré à l'article 5 *bis*. D'autres ont proposé qu'il soit transféré dans un article traitant de l'assistance technique.